



HAL
open science

La poursuite de la réislamisation en Asie centrale : entre un islam national modéré et le choix radical globalisé

Catherine Poujol

► To cite this version:

Catherine Poujol. La poursuite de la réislamisation en Asie centrale : entre un islam national modéré et le choix radical globalisé . Cahiers des IFRE. Zoom sur la production scientifique des instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE), A paraître. hal-01651146

HAL Id: hal-01651146

<https://hal.science/hal-01651146>

Submitted on 2 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA POURSUITE DE LA RÉISLAMISATION EN ASIE CENTRALE : ENTRE UN ISLAM NATIONAL MODÉRÉ ET LE CHOIX RADICAL GLOBALISÉ

Catherine Pujol
Directrice régionale de l'IFEAC
Professeur à l'INALCO

Texte inédit

Asie centrale
extrémisme
islamisme
prophylaxie
radicalisation
réislamisation

58 – 65

Les États d'Asie centrale fêtent leurs 26 ans d'indépendance dans un contexte de crainte exacerbée du terrorisme et de la radicalisation. Le sujet est désormais largement débattu au sein de la société civile et du monde académique qui multiplient les forums et débats ouverts et fermés sur ces questions, en particulier en Fédération de Russie, au Kazakhstan et au Kirghizstan, mais également de façon plus feutrée, en Ouzbékistan et au Tadjikistan. Pour autant, la réislamisation entamée depuis la Perestroïka, qui s'est poursuivie depuis plus de 20 ans dans la région, possède une chronologie particulière. Le but de cet article est d'articuler les phénomènes de radicalisation propres à chaque pays, à toute une série d'événements extérieurs qui semblent parfois éloignés des problématiques de la réislamisation mais qui, en fait impactent son développement. Plusieurs faisceaux de questions seront posés sur l'état réel de la radicalisation ou de son instrumentalisation par les pouvoirs actuels et les acteurs du grand jeu géopolitique dans la zone.

Les États d'Asie centrale fêtent leurs vingt-six ans d'indépendance dans un contexte de crainte exacerbée du terrorisme et de la radicalisation. Le sujet est désormais largement débattu au sein de la société civile et du monde académique qui multiplient les forums et débats ouverts et fermés sur ces questions, en particulier en Fédération de Russie, au Kazakhstan et au Kirghizstan, mais également de façon plus feutrée, en Ouzbékistan et au Tadjikistan.

Pour autant, la réislamisation entamée depuis les années de Perestroïka et qui s'est poursuivie depuis plus de deux décennies dans la région possède une chronologie particulière. Celle-ci articule des phénomènes propres à chaque pays, à toute une série d'événements extérieurs qui semblent parfois éloignés des problématiques de la réislamisation mais qui, en réalité, impactent son développement : le 11 septembre 2001, l'intervention américaine en Irak en 2003, la guerre civile en Syrie en 2011, la capture de Ben Laden en 2013, la création de l'EI en 2014 et l'annexion de la Crimée par la Russie la même année, jusqu'à la crise politique en Turquie en juillet 2016.

L'ASIE CENTRALE, BERCEAU DE LA RADICALISATION, MYTHE OU RÉALITÉ?

En janvier 2007, John Negroponte, chef des services de la Sécurité Nationale aux USA, a déclaré que « l'Asie centrale, du fait de la nature des régimes politiques qui y sont à l'œuvre, (le degré variable de la répression et

de la corruption) était en train de devenir un centre du radicalisme islamiste »¹. Il se plaçait dans la lignée d'une expertise américaine et russe qui, depuis la fin de l'URSS, alimente l'image d'une zone de « fabrication des djihadistes », de par sa proximité et sa porosité avec l'Afghanistan et l'histoire des mouvements islamistes dans la région durant les deux premières décennies d'indépendance², mais également pour servir d'instrument de pression sociale pour le pouvoir politique local et de levier pour d'autres ambitions géopolitiques.

De fait, le paradoxe est grand entre l'origine centralasiatique notamment ouzbèke³ des auteurs des récentes attaques entre avril 2016 et octobre 2017 à Moscou, Istanbul, Stockholm, St-Petersburg et New-York, et le nombre très réduits d'attentats commis (outre ceux déjoués)⁴ par des terroristes avérés par rapport à celui des pays occidentaux, du Moyen Orient et d'Afrique et du peu de visibilité du problème sur place.

Il est opportun de mentionner ici le scepticisme de plusieurs spécialistes locaux et internationaux de l'islam d'Asie centrale face à l'évaluation de l'impact de la propagande radicale⁵. Ils ont signé une lettre de protestation contre les conclusions alarmistes des derniers rapports de l'ONG International Crisis Group (ICG), avant même d'avoir eu connaissance de ceux encore plus alarmants produits par l'ONG britannique présente à Bichkek et Och, « Search of Common Ground »⁶.

Toutefois, quelle que soit sa réalité et l'usage qui peut en être fait par les pouvoirs en place pour requalifier des violences protestataires sociales en actes terroristes⁷ et les opposants politiques en terroristes, le phénomène de la radicalisation a des conséquences sur la stabilité sociale en Asie centrale (qu'elles soient surestimées ou sous-estimées). Ils la font entrer de plein pied dans



les problématiques globales du terrorisme transfrontalier, du nihilisme d'une jeunesse en perte de repères, des manifestations mortifères du rejet des valeurs d'humanisme et de dialogue multiculturel dont ont hérité les sociétés contemporaines et qui sont si violemment questionnées aujourd'hui.

CINQ ÉTATS, CINQ SITUATIONS, UNE LIGNE DE PARTAGE POUR COMBIEN DE TEMPS ?

Depuis la fin de l'URSS, chaque État d'Asie centrale a proposé une solution propre à la problématique de l'encadrement de la réislamisation. Par-delà l'héritage de la gouvernance et de l'idéologie soviétique partagées, les rencontres académiques comme la littérature spécialisée sur ce sujet révèle un tableau religieux de plus en plus contrasté selon les pays, selon leur législation qui interdit ou autorise tel ou tel courant.

Il est important à cet égard de constater que le Tadjikistan est le pays où la réislamisation est la plus spectaculaire, étant donné son histoire singulière de conservatoire de la religion pendant la période soviétique, sa difficile sortie de l'URSS avec 150 000 victimes de la guerre civile (chiffres officiels) et l'orientation délibérée du pouvoir vers l'Arabie saoudite et les pays du Golfe. Toutefois, il y a plus de foulards traditionnels que de foulards islamiques dans les rues de la capitale. Mais cela ne dit rien sur la réalité de la radicalisation.

Le cas du Kirghizstan est singulier puisque c'est là que l'on trouve la plus large offre spécifique de réislamisation, avec l'activité encouragée par l'État du mouvement piétiste des *Tablighi Djama'at* originaire d'Inde (partout ailleurs interdit), une très forte présence des partisans des Gülenistes (avec un réseau de 21 écoles privées, lycées, universités qui scolarisaient 11058 enfants depuis 1992, appelé International Sebat⁸) et qui depuis le coup d'État déjoué à Istanbul en juillet 2016 est parvenu à se maintenir dans le pays, contrairement à ce qui s'est produit dans les autres pays du monde.

¹ https://www.dni.gov/files/documents/Newsroom/Testimonies/20070118_testimony.pdf. Il se référerait sans doute au rapport qui pointait dès 2004 le Kazakhstan comme un des futurs lieux de développement de l'extrémisme djihadiste, voir « Terrorism v Kazakhstan », publié en 2012, par Marat Shubutov représentant kazakh de l'Association de la coopération transfrontalière et Vjaceslav Abramov, rédacteur en chef du portail Vlast'.

² Poujol, C., « L'islam en Asie centrale : une visibilité accrue après un long confinement », *Questions internationales*, n°82, La Documentation française, novembre-décembre 2016, pp. 63-76.

³ <https://www.novastan.org/fr/ouzbekistan/terrorisme-pourquoi-voit-on-aucun-doubzeks-dans-les-attentats/>.

⁴ Voir le compte rendu de l'enquête qualitative d'Anastasia Melnikova, stagiaire à l'IFEAC, disponible auprès de l'IFEAC.

⁵ Heathershaw, J., and Montgomery, D., "The Myth of Post-Soviet Muslim Radicalization in the Central Asian Republics," Chatham House (November 2014), <https://www.chathamhouse.org/publication/myth-post-soviet-muslim-radicalization-central-asian-republics>.

⁶ <http://thediplomat.com/2017/01/understanding-islamic-radicalization-in-central-asia/> et <https://www.sfcg.org/tag/kyrgyzstan-projects/>.

⁷ Voir Toleukhanova, A., « Kazakhstan: Aktobe Violence Wrongfoots Authorities », Eurasianet, 6 juin 2016, <http://www.eurasianet.org/node/79096>.

⁸ <http://www.sebat.edu.kg>.

Cependant, on observe à l'intérieur des sociétés d'Asie centrale depuis plus de deux décennies, la persistance d'un clivage qui sépare « l'*umma*h post-soviétique » en deux camps :

- //// les musulmans sunnites hanafites qui représentent la majorité des musulmans d'Asie centrale, considérés comme national-conservateurs dans le cadre constitutionnel demeuré laïque, ce qui n'empêche pas la présence d'une mosquée à l'intérieur du Parlement, ni la récitation d'une prière par un imam avant toute cérémonie officielle.
- //// Les autres croyants, appelant à diverses formes de pratiques fondamentalistes (salafistes) non violentes ou violentes, répandant leur propagande piétiste revivaliste, dénonçant la compromission des pouvoirs corrompus, appelant pour certains directement à la radicalisation de façon ouverte au Kirghizstan, en particulier pour le mouvement *Yakyn inkar* (scission avérée dès septembre 2015 du mouvement piétiste *Tablighi Djama'at*). A savoir, ceux pour qui leur identité de néo-musulmans implique, soit un désaveu de l'État conduisant à leur retrait de la vie sociale, soit (pour une très faible minorité) une posture de djihadistes contre l'État, à l'intérieur de leur société, dans les rangs de Daech ou dans tout autre pays du monde.

DE LA RÉISLAMISATION À LA RADICALISATION : ESSAI DE TYPOLOGIE

Comme tout phénomène social, agissant dans la clandestinité dans un espace très surveillé, mais potentiellement en expansion grâce à l'essor du réseau internet depuis 1991⁹, le problème de la radicalisation islamiste possède dans chaque société d'Asie centrale, sa propre « micro-géographie », ses points de contact, ses acteurs, par-delà des moyens similaires d'influencer les esprits et de les « radicaliser ». Cette constatation est valable pour chaque pays sachant qu'il existe des zones plus touchées que d'autres, l'Ouest du Kazakhstan depuis les années 2003-2004, le sud du Kirghizstan, le sud du Tadjikistan, les capitales et les grandes villes, sans compter l'espace numérique du web.

En Asie centrale, les points de contacts avérés sont les mosquées¹⁰, comme ce fut le cas dans les villes historiques de la vallée de Fergana, Namangan, Margelan,

Andijan dès la *perestroïka*. De là découlent les mesures de prophylaxie prises au Kirghizstan depuis 2015 pour contrôler les 2 700 mosquées du pays dont plus de 500 ont été construites durant les cinq dernières années. La situation est encore plus tendue en Ouzbékistan au Tadjikistan où tous les prêches sont filmés, les pratiquants contrôlés. D'après le directeur du centre d'études islamiques près la présidence du Tadjikistan Fayzulla Borotzada (rencontré le 26 mai 2017), 4 500 mosquées ont été ouvertes au Tadjikistan depuis 1991 (pour 1 300 en Ouzbékistan). Mais d'après un expert tadjik, les deux tiers ont été fermées récemment et dans les autres, les vieux imams ont été remplacés par des jeunes de moins de trente ans formés aux Émirats ou en Arabie saoudite¹¹.

Cependant, comme partout ailleurs dans le monde, en particulier dans les pays occidentaux possédant de grandes communautés musulmanes, les lieux de cristallisation des phénomènes de radicalisation peuvent être également les prisons, les hôpitaux, les clubs de sport, partout où les hommes sont appelés à passer du temps ensemble avec un espace relativement conçu pour une communication privée. Les lieux de vie quotidienne sont aussi désignés comme lieux d'embrigadement possible (*verbovka* en russe), tels les appartements privés, les escaliers, les halls d'immeubles soviétiques (*les podezd*), ainsi que les lieux de socialisation, centres culturels, *chaykhana*, cafés, bains, hammams, sans oublier les bazars, et les marchés, notamment en Russie et enfin les mosquées clandestines, lesquelles sont par définition peu visibles.

Ce qui frappe toutefois, après avoir analysé les premières conclusions des enquêtes menées à Bichkek, Almaty, Astana, Douchanbé, est la connaissance du problème par la société et la perception singulière du phénomène qui touche n'importe quelle famille d'urbains, ou de ruraux, à partir d'un premier contact opéré par un membre, qu'il soit revenu d'un séjour d'étude à l'étranger, ou simplement qu'il se soit mis à fréquenter une mosquée ou un groupe de prédicateurs. À partir du moment où quelqu'un renonce à l'alcool et se laisse pousser la barbe, on le dit « radicalisé » en Asie centrale. Il y a donc confusion par la société civile entre la posture fondamentaliste, voire intégriste de refus de la modernité occidentale et celle dite « radicalisée », suivant en cela le discours officiel des médias. Les « vrais radicalisés » ou en passe de l'être sont ceux qui considèrent que « l'occident a créé Daech de toute pièce, qu'il mène une campagne de désinformation à son endroit s'apparentant à un complot mondial et que Daech est le produit de la frustration anti-occidentale

⁹ Pujol, C., « Réseau internet en Asie centrale, une arme à double tranchant », *Orients*, 2016, pp. 51-61.

¹⁰ Une informatrice afghane, pratiquante, très pieuse, m'assurait qu'elle ne laisserait jamais son fils de 20 ans aller seul à la mosquée à Bichkek, de peur qu'il fasse « de mauvaises rencontres », évoquant des rabatteurs de Daech.

¹¹ Ce qui lui fait dire que « le pouvoir est devenu fondamentaliste » au Tadjikistan.



© Catherine Poujol

Art alternatif à Bichkek

et des actions de l'Occident au Moyen Orient depuis près d'un siècle »¹².

Enfin, le « parcours de radicalisation » semble emprunter partout une voie similaire allant du retrait brutal de la société séculière, pour opérer un retour aux valeurs fondamentales de l'islam des origines considéré comme non perverti par l'histoire et la modernité contaminée par les sociétés occidentales, jusqu'au départ pour quelques-uns vers « L'État islamique mythique » représenté par Daech. Ceci se produit soit pour des raisons idéologiques, soit plus simplement pour recevoir un salaire de combattant professionnel ou tout autre activité rémunérée et susceptible d'apporter du prestige, une identité consolidée, voire, son « heure de gloire internationale ».

LES ACTEURS DU CHAMP DE LA RADICALISATION

Les acteurs impliqués dans le champ de la radicalisation en Asie centrale qui, soit la favorisent, soit tentent de l'éviter, peuvent être divisés en trois groupes : les acteurs prophylactiques ; les vecteurs de prosélytisme ; les cibles. Ces dernières peuvent être tout d'abord des cibles avant de devenir des vecteurs, comme c'est le cas pour les *davatchi* du système des prédicateurs de la *Tablighi Jama'at*.

LES ACTEURS PROPHYLACTIQUES

Il existe une « micro-géographie » d'acteurs prophylactiques qui sont eux-mêmes divisés en trois groupes :

- //// Les acteurs étatiques, fonctionnaires des services de sécurité, des ministères, des *akimat* locaux, (mairie, préfecture) officiellement responsables de la lutte anti-terroriste, civils ou militaires.
- //// Les cadres éducatifs et sociaux qui interviennent dans les écoles, les collèges et les universités,

directeurs, professeurs, activistes sociaux. Les responsables communautaires, chefs de quartiers, d'immeubles, d'escaliers (*domkom*, issus de l'organisation soviétique de gestion locale), les familles, les acteurs religieux (mollahs, chefs religieux, spirituels, etc...). Il s'agit de la société civile sur laquelle est centrée notre étude.

- //// Les acteurs non étatiques : membres des ONG. Il y aurait ainsi 22 ONG au Kazakhstan susceptibles de s'occuper de déradicalisation qui pourrait toucher plus de 15 000 personnes dans le pays, dont 3000 dans les zones sud (Tengri.news). C'est également dans cette catégorie que se retrouvent des ONG telle Mutakallim au Kirghizstan, mais qui, tout en prêchant contre l'islam radical, offre des itinéraires et des postures de réislamisation aux femmes, aux jeunes, aux couches défavorisées de la société, réduisant petit à petit l'espace séculier de l'État kirghize. En particulier, une campagne est en cours pour modifier l'uniforme des filles à l'école et introduire la tenue islamique en vigueur dans d'autres pays, voile et robe longue.

LES VECTEURS DE PROSÉLYTISME

À cet égard, ce processus n'est pas nouveau dans la région. Un courant salafiste de type wahhabite a été attesté dans la vallée de Fergana au XIX^e siècle et durant la période soviétique¹³. On peut ainsi parler de l'émergence d'un mouvement néo-wahhabite » depuis la fin de l'URSS, directement inspiré et conduit par des Saoudiens, des Pakistanais qui prônent un changement radical des comportements et des valeurs pour les « newborn muslims » depuis la *Perestroïka*.

De fait, on sait que les vecteurs du prosélytisme ne forment pas un groupe homogène. Ils sont divisés entre groupes endogènes et exogènes. Les Ouzbeks et

¹³ Phénomène bien décrit par l'explorateur et diplomate américain, Eugène Schuyler, *Turkistan, notes of a journey in Russian Turkistan, Khokand, Bukhara and Kuldja, 1840-1881*, New York, Scribner, Armstrong & Co, 1877.

¹² Interview à Bichkek fin mai 2017, réalisé par Anastasiia Melnikova, IFEAC.

les Tadjiks par exemple, ont eu affaire à de nombreux types de prédicateurs depuis la fin de l'URSS, depuis les Ouzbeks d'Irak, les membres du *Hizb-ut-Tahrir* fondé en Palestine en 1952 et qui se sont fortement implantés en Ouzbékistan et au Tadjikistan dans les années 90, les soufis naqchbandis de Turquie ou d'Inde, les religieux d'Arabie saoudite ou des pays du Golfe, le réseau de prosélytes turcs, gouvernemental d'un côté, privé (nurdju gulénistes) de l'autre¹⁴. Des prédicateurs iraniens chiïtes étaient venus en Asie centrale, pas uniquement au Tadjikistan, ni en Ouzbékistan où une communauté chiite appelée Ironi a resurgi dès 1991, jusqu'au Kirghizstan, mais sans obtenir de résultats tangibles en termes d'influence. Par contre, la très puissante fondation de l'Agha Khan, au départ pour les Ismaéliens du Pamir a instauré une politique de développement économique et culturel au niveau régional (ouverture de l'Université d'Asie centrale, à Naryn au Kirghizstan, en septembre 2016, prévue à Khorog au Tadjikistan, en septembre 2017 et ajournée depuis). Enfin, certaines ONG, avec des financements étrangers, sont également vecteur de prosélytisme ce qui n'est pas sans susciter quelques interrogations sur la finalité de certains acteurs internationaux dans cette zone, actuellement sous le feu des critiques du président kirghize. Tout cela en marge des partis islamistes endogènes comme le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan, ou le Parti de la Renaissance islamique, qui fut associé au pouvoir tadjik un certain temps avant d'en être totalement évincé le 29 septembre 2015 (accusé de terrorisme par la cour suprême du pays).

LES CIBLES

Ce qui ressort des discussions avec les experts, c'est la part disproportionnée qu'occupe la Fédération de Russie comme lieu de radicalisation et d'attraction vers le djihad. Selon eux, plus de 80% des recrutés d'Asie centrale par l'État islamique depuis 2014 sont ces travailleurs migrants venus du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan, installés à Moscou, St-Petersburg ou dans les villes de Sibérie¹⁵. Si l'on considère le faible nombre d'habitants du Kirghizstan et du Tadjikistan, entre 6 et 7 millions, les quelques six cents djihadistes agissant jusqu'à récemment dans les rangs de Daech en Syrie ou en Irak¹⁶, constituent une proportion non négligeable de leur population respective du fait de leur capacité de nuisance sur place, ailleurs dans le monde et à leur retour

¹⁴ Poujol, C., *art. cit.*, 2016.

¹⁵ Chiffre mentionné par plusieurs intervenants de notre Table ronde du 13 avril 2017, notamment Parviz Mullojanov et Emil Nasritdinov.

¹⁶ Sharipov, S., « Materi kirgizskix boevikov naprasno zhdu vozvrasheniya synovej », « Les mères des combattants kirghizes attendent leurs fils en vain », Karavan-Saray, 16/12/2016.

dans leur patrie d'origine. Que dire alors du contingent ouzbek qui, d'après différentes sources se monterait à plusieurs milliers de combattants !

Ainsi, les migrants d'Asie centrale, travaillant sur les marchés des grandes villes de Russie, dans le réseau des transports, ou autres petits emplois de manutention constituent des cibles idéales pour les recruteurs dont on a parlé plus haut. Leur fragilité économique et sociale, leur mauvaise image en Russie en font des proies faciles pour les rabatteurs du djihad, parfois plus attractifs par les salaires proposés que par leur seule idéologie ou le « romantisme de la violence et de la mort ». Le reste des individus optant pour la radicalisation au nom de l'islam le font bien souvent à partir d'un séjour en prison, ou comme dans le cas de l'Ouest du Kazakhstan, après des événements politiques et économiques (une grève passée inaperçue en 2011) jugés injustes. Ils sont parfois enclins à dépasser leur statut décrit par le sociologue Farhad Khosrokhavar¹⁷ de « quasi-musulmans » ignorant le Coran en adoptant celui de « surmusulman » selon le psychanalyste Fethi Benslama¹⁸.

Ainsi on peut avancer l'idée que les djihadistes en Europe ou dans les pays occidentaux en général suivent un parcours qui les mène au Levant selon la théorie d'Olivier Roy qui parle « d'islamisation de la radicalité »¹⁹, alors que ceux provenant de l'ex-URSS, relèvent plus du point de vue de Gilles Kepel, d'une « radicalisation de l'islam »²⁰, pour des motifs variés, mais souvent liés à leur insertion fragile dans une société largement hostile et peu inclusive.

MOYENS DE PRÉVENTION, CONTRE-PROPAGANDE ET RÉSULTATS

PRÉVENTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ, RÉORGANISATION DE L'ISLAM OFFICIEL

Comme partout, les pays d'Asie centrale ont pris des mesures pour contrôler la menace terroriste.²¹ Ils ont créé au Kazakhstan et au Kirghizstan un comité anti-terroriste, émanation du comité anti-terroriste de la CEI fondé en 2000 pour lutter contre l'impact croissant de

¹⁷ Khosrokhavar, F., *Radicalisation*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2014.

¹⁸ Benslama, F., *Un furieux désir de sacrifice, Le surmusulman*, Paris, Seuil, 2016.

¹⁹ Roy, O., *Le Djihad et la mort*, Paris, Seuil, 2016.

²⁰ Kepel, G., *Terreur et martyre*, Paris, Flammarion, 2008.

²¹ Il n'y a pas que la menace terroriste qui est ciblée sur internet. La sombre affaire de la Baleine bleue (*sini kit*, en russe) qui poussait les adolescents à se jeter par la fenêtre à 4h20 du matin pour débarrasser la planète de la « *biomusor* », l'ordure biologique, a fait plusieurs dizaines de victimes en Russie, 16 en janvier 2017 au Kirghizstan avant d'être très rapidement médiatisée pour l'arrêter net.

l'extrémisme²². Une structure anti-terroriste relevant de l'OCS a été créée à Tachkent (accord de 2002) qui a tenu sa 28^e réunion le 8 avril 2016.

Ayant hérité des pratiques de surveillance sociale soviétique, ces pays ont eu pour particularité de consolider leur réseau internet en même temps que leur souveraineté. Ils ont aussi longtemps gardé la main sur le réseau de télécommunication avant d'accepter l'introduction de fournisseurs privés. Ainsi, ils adhèrent aux « mesures préventives » de contrôle du web et des individus jugés dangereux, fait qui les distingue des États européens jusqu'à récemment²³.

Au Kirghizstan, la 10^e section du Ministère de l'intérieur a créé un projet de patrouille en ligne et de destruction des vidéos à contenu radical. Le président Atambaev avait pris lui-même la mesure du danger que pouvait constituer l'absence de contrôle des prêches des imams dans les très nombreuses mosquées du pays et leur faible niveau en connaissances religieuses. Il avait donc imposé un audit des connaissances de l'encadrement religieux kirghize. Ainsi d'après Bakytbek Osmomov, directeur de la commission d'État des affaires religieuses, sur 1300 religieux qui ont passé le test de certification par la Direction spirituelle des musulmans du Kirghizstan, 800 ne l'ont pas obtenu²⁴. Tous ont obligation d'envoyer un rapport mensuel au muftiat sur le contenu de leurs sermons, leurs remarques concernant les fidèles suspects. Ils doivent prêcher contre l'extrémisme au moins six fois par an. 50 000 brochures intitulées « l'islam contre l'extrémisme » ont été distribuées²⁵. Des conférences de prévention contre la radicalisation sont organisées par des membres du centre anti-terroriste du Comité de sécurité nationale en collaboration avec le centre anti-terroriste de la CEI, dans les universités du pays (plus de 50 en 2015). La même chose a lieu dans les collèges et les lycées pour soustraire les



enfants à l'influence des « imams sur internet ». Un institut de formation des cadres religieux a été créé, ainsi qu'un collège théologique en septembre 2015. Des cours de culture religieuse sont introduits dans le secondaire. Un centre de réhabilitation des personnes tombées sous l'influence d'organisations extrémistes est ouvert à Bichkek puis à Och, ainsi qu'une hotline pour les citoyens. Le Parlement a voté un projet de loi pour bloquer les sites internet dangereux, ainsi que l'initiative de supprimer la nationalité aux individus partis dans les zones de combat. Enfin, les détenus pour extrémisme ou terrorisme sont placés en isolation, suite à une attaque en octobre 2015 dans la prison n°50, près de Bichkek, au cours de laquelle quatre gardiens ont été tués²⁶.

Toutefois, cette politique de prophylaxie ne peut rivaliser avec l'action des recruteurs sur internet, ni celle des prédicateurs ayant un fort impact sur Facebook tel Shubak Djililov, ex-mufti du Kirghizstan qui a 28 000 abonnés et 4774 « amis », la chaîne MarvaTV à la télévision kirghize qui aurait 2940 abonnés sur Youtube, la chaîne Nasaat Media sur le réseau social ayant 99 000 abonnés²⁷.

Au Kazakhstan, les actes terroristes de kamikazes ont commencé très tôt dans l'ouest et le sud du pays. L'activité terroriste a été multipliée par cinq entre 2008 et 2012²⁸. Après les événements de 2011 de Janaozen, le Parlement a examiné une loi « Sur les changements et les compléments dans les actes juridiques de la république du Kazakhstan sur les questions de lutte anti-terroriste. Par ailleurs, la loi facilitant la capacité des autorités à bloquer les réseaux sociaux sans mandat juridique, passée au mois d'avril 2014, a trouvé une justification a posteriori grâce au travail de propagande de Daech spécifiquement à destination des Centrasiatiques. En effet, le 22 novembre 2014, Daech a mis en ligne une vidéo de 15 minutes, intitulée « La Course vers le Bien », montrant comment des enfants kazakhs pouvaient être endoctrinés et recevoir un entraînement militaire, causant un électrochoc à la population. Par contre, la loi d'avril 2014 vise aussi à bloquer tout site menant des activités criminelles ou illégales autres que

²² La dernière réunion de cette structure a eu lieu à Bichkek, le 24 mai 2017. À l'ordre du jour : départs des ressortissants des pays de la CEI en Syrie et en Irak pour rejoindre les combattants de Daech, mesures prises pour contrer le problème.

²³ Voir l'article de Noemi Rocca dans ce dossier.

²⁴ <http://www.planet360.info/rapid-islamization-in-kyrgyzstan/>, du 6/8/2016, consulté le 20 mai 2017.

²⁵ <http://www.counter-terror.kz/ru> « Kyrgyzstan ne sdaet pozicii v bor'be s terrorizmom » (Le Kirghizstan ne cède rien dans la lutte contre le terrorisme) consulté le 21 mai 2017.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ <http://www.nasaatmedia.kg>.

²⁸ Voir le rapport sur le Terrorisme au Kazakhstan cité plus haut. Sont décomptés 14 actes terroristes dans le pays entre 2011 et 2012.



Arrestation d'un terroriste au Kazakhstan
Zakon.kz, 26.12.2016

terroristes, y compris l'appel à des manifestations non autorisées²⁹.

De plus, le Bureau du Procureur général du Kazakhstan a annoncé dans l'hiver 2017 avoir créé une rubrique spéciale concernant la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme sur son site internet. Les Kazakhstanais pourront, de manière anonyme, y dénoncer des activités extrémistes, des publications de messages incitant à la haine religieuse, sociale ou ethnique, des trafics de drogues et d'armes, ainsi que toute personne leur semblant avoir un comportement suspect. Ils pourront joindre leurs éventuelles preuves (photographies, enregistrement audio ou vidéo), mais aussi partager leurs suggestions pour mieux lutter contre l'extrémisme et le terrorisme (tengrinews.kz).

En ce qui concerne le management religieux, l'organisation de l'islam officiel, créé à l'époque soviétique a été recyclée pour contrer la propagande radicale et prôner un islam modéré dans tous les pays d'Asie centrale, comme par exemple en Ouzbékistan où dès avril 1999 (deux mois après les explosions meurtrières de Tachkent), une nouvelle université islamique a été créée pour former les imams.

Toutefois, un nombre important d'attentats a été évité, même si nous ne disposons que de données partielles. Selon le Ministère de l'intérieur du Tadjikistan, pas moins de 36 attentats terroristes ont été déjoués dans

le pays,³⁰ 12 au Kazakhstan³¹, et 17 au Kirghizstan³². En ce qui concerne l'Ouzbékistan et le Turkménistan, il est difficile d'obtenir des informations pour des raisons politiques.

RÉSULTATS : QUELLE RÉPONSE SOCIALE À CETTE MENACE?

Il ne fait aucun doute que la société est informée de la menace. C'est d'ailleurs la remarque d'une Kazakhe d'Astana qui a suscité l'ancrage du projet de l'IFEAC sur la perception sociale, racontant que « le mari de sa nièce originaire d'Atyrau s'était radicalisé en trois mois, et que la famille l'avait faite divorcer en trois jours ».

Dans une zone où l'autorité des anciens et des parents a encore une certaine réalité, on peut se demander si leur connaissance des menaces suffira à maintenir un dialogue avec les jeunes tentés par la radicalisation et coupés du monde extérieur par leur fréquentation assidue des réseaux sociaux, zone inaccessible en général pour les parents.

En Ouzbékistan, et au Tadjikistan, tous les musulmans pratiquants sont vus comme cibles pour la radicalisation³³. Le port du hijab, du pantalon court et de la barbe sont interdits. Au Kazakhstan, le sujet est brûlant. Au Kirghizstan, la campagne des affiches sur le voile dans les espaces publics a suscité une contre campagne. Le président Atambaev, à quelques mois des élections présidentielles, a répété dans diverses assemblées que le pays était soumis au risque terroriste et que l'islam radical progresse chaque année, en incriminant le financement des ONG internationales.

CONCLUSION

Il y a donc plusieurs faisceaux de questions qui se posent dès lors qu'on s'intéresse au processus de réislamisation en cours en Asie centrale et à l'état réel de la radicalisation ou de son instrumentalisation par les pouvoirs actuels et les acteurs du grand jeu géopolitique dans la zone. Se pose aussi la problématique cruciale aujourd'hui du rapport entre un État séculier en perte de terrain et une religion islamique foisonnante en termes de pratiques et de courants, sachant que l'État prône une

³⁰ <http://ru.sputnik-tj.com/country/20170120/1021536886/mvd-tadzhikistan-terakt.html> consulté le 10 mai 2017.

³¹ Atameken, 2017, <http://abctv.kz/ru/news/12-teraktov-predotvrasheno-v-kazahstane-v-2016-godu> consulté le 10 mai 2017.

³² Knews.kg, 2017, <http://knews.kg/2017/04/gknv-v-2016-godu-predotvrasheno-17-teraktov/> consulté le 10 mai 2017.

³³ Peyrouse, S., « Does Islam Challenge the Legitimacy of Uzbekistan's Government? » *Russia in Global Affairs*, avril, 20, 2016.

²⁹ Paraszczuk, J. « Kazakh Government Analyst: Blocking Extremist Sites Justified Amid IS Threat », RFE/RL, 9 décembre 2014, <http://www.rferl.org/content/kazakhstan-blocking-extremist-sites-islamic-state/26733369.html>, consulté le 2 janvier 2016.

version modérée et nationale de l'islam et continue à en assurer le contrôle.

Ce qui amène à réfléchir à la question du rapport entre islam dit modéré, islam fondamentaliste, et djihadisme en Asie centrale, autrement dit à ce que recouvre le terme internationalement utilisé de « radicalisation » qui conduit à l'amalgame entre croyants pratiquants et radicalisés en Ouzbékistan et au Tadjikistan, depuis 2015. A celle-ci s'ajoute celle du rapport entre l'État et l'opposition djihadiste sous toutes ses formes en Asie centrale³⁴.

La question est aussi celle de la véritable mission de certaines ONG internationales qui agissent depuis plus de vingt ans dans la région, notamment au Kirghizstan où, comme on l'a vu, elles commencent à s'attirer les foudres du pouvoir. Elles font depuis longtemps l'objet de suspicion dans les pays voisins, notamment en Russie.

C'est en partie ce qui alimente le discours des élites sur la responsabilité majeure des USA dans la création de Ben Laden, puis de Daech, dans le but de déstabiliser l'ensemble du Moyen Orient et de l'Asie centrale, dans un dessein géopolitique global.

Enfin, en Asie centrale comme ailleurs, on doit avoir à l'esprit l'angoisse ressentie par tous les États possédant des ressortissants dans les rangs de l'EI à l'idée de leur retour éventuel dans leur patrie d'origine, d'où la législation qui se met en place pour y faire face. À cet égard, le transfert d'expériences entre la France et l'Asie centrale ressemble plus à ce stade à un partage des craintes.

L'AUTEUR

Historienne spécialiste de l'Asie centrale, Catherine Poujol est professeur des universités à l'INALCO (Institut national des langues et civilisations orientales). Depuis le 1er septembre 2016, elle est également directrice régionale de l'IFEAC (Institut français d'études sur l'Asie centrale) à Bichkek, au Kirghizstan. Ses sujets de recherches portent sur l'histoire religieuse de l'Asie centrale, l'islam et la radicalisation, l'histoire urbaine, les lieux de mémoire, la gestion des risques (sanitaires, environnementaux, sociaux).

PUBLICATIONS RÉCENTES

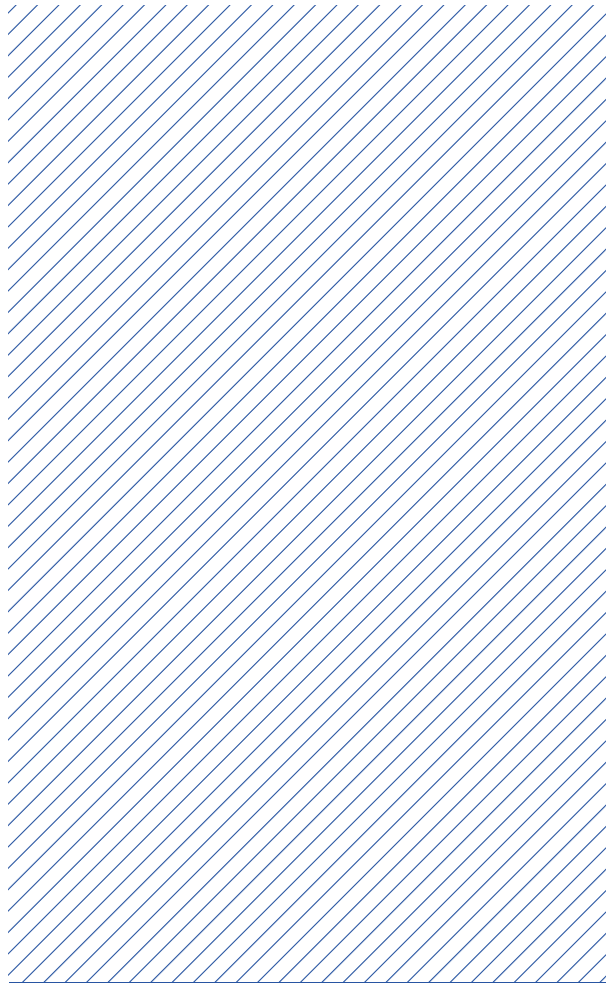
« L'interaction entre corps singulier et corps social en Asie centrale : brève esquisse historique d'une corporalité stratifiée », in Marie Vrinat Nikolov (dir.), *Actes du colloque du quai Branly 2012*, Paris, Kartala, à paraître.

³⁴ Chaudet, D., « Le défi djihadiste dans l'Asie centrale post-soviétique », *Questions internationales*, La Documentation française, n°82, novembre-décembre 2016, pp. 42-47.

« Le discours autobiographique à l'épreuve des pouvoirs. Europe - Russie - Eurasie », *Slovo*, 47, 2017, 11-14.

« L'islam en Asie centrale : une visibilité accrue après un long confinement », *Questions Internationales*, n°84, 2016, dossier, 63-76.

« Limites spatiales, frontières sociales : du visible à l'invisible dans l'espace géographique, économique et social de l'Asie centrale contemporaine », *Diogène*, 2015, 186-207.



IFEAC

Catherine Poujol
La poursuite de la réislamisation en Asie Centrale : entre un islam national modéré et le choix radical globalisé

CAHIERS DES IFRE #4, DÉCEMBRE 2017, 58-65.

<http://www.ifre.fr/c/68743>